



MESURER LE DÉVELOPPEMENT AU XXI^E SIÈCLE

MAI
2026

Volume 1 – Dimension économique *Résumé exécutif*

Amaury **GOGUEL**, Thomas **DECONSTANZA**, Sean **SCULL** &
Grégoire **KRAOUL-RIERA**

SKEMA PUBLIKA

SKEMA Publika est le think tank international de SKEMA Business School, il analyse les grandes mutations sociales, économiques, technologiques et géopolitiques pour éclairer la décision publique et privée. Sur la base des travaux de l'école et de contributions extérieures validés scientifiquement, le think tank alimente le débat public et émet des recommandations pour les décideurs nationaux et internationaux.

SKEMA Publika mobilise une approche interdisciplinaire et internationale, nourrie par le réseau mondial de campus de SKEMA et une communauté d'experts issus du monde académique et professionnel. Cette dimension internationale ne constitue pas seulement un réseau, mais un mode de pensée. Ainsi, Publika articule les dynamiques locales avec les transformations globales pour proposer un regard décentré et multipolaire sur les grands enjeux contemporains.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

© Tous droits réservés, SKEMA Business School, 2026
Couverture : © Unsplash © Stergios K

SKEMA Publika
SKEMA Business School, Campus Grand Paris
5 Quai Marcel Dassault - CS 90067
92156 Suresnes Cedex, France

Tél. : +33.1.71.13.39.32
Courriel : publika@skema.edu
Site Internet : www.publika.skema.edu

COLLECTION MONDES EN TRANSITION

Observer les interdépendances globales et les mutations transversales

La collection « Mondes en transition » a pour objectif d'analyser les dynamiques internationales qui se déploient entre les sociétés et transforment les équilibres économiques, technologiques et géopolitiques. Les publications de cette collection étudient les interdépendances entre acteurs, territoires et modèles de développement, ç la croisée des dynamiques locales et des transformations globales, dans une perspective comparée et systémique.

COMITÉ DE LECTURE

Frédérique Vidal est Directrice du Développement de SKEMA Publika et Directrice de la Stratégie et de l'Impact Scientifique de SKEMA Business School. Professeure des universités en biologie, elle a été Présidente de l'université Nice-Sophia-Antipolis entre 2012 et 2017, puis ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, dans les Gouvernements Philippe et Castex de 2017 à 2022. Elle a été Conseillère spéciale auprès du Président de l'EFMD et est aussi actuellement Représentante permanente de la Principauté de Monaco auprès du Programme des Nations unies pour l'environnement et de la Commission baleinière internationale.

AUTEUR PRINCIPAL

Amaury Goguel est Co-Directeur du MSc Financial Management and Investment à SKEMA Raleigh et professeur associé à SKEMA Business School. Il était auparavant responsable du MSc in Corporate Financial Management de SKEMA. Ses activités de recherche sont conduites sous les auspices du SKEMA Centre for Global Risks. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Lille. Il est également titulaire d'un master du Collège d'Europe (Bruges), de Paris-I-Panthéon-Sorbonne et de l'Université Complutense de Madrid. Il a été consultant dans les domaines de la finance mondiale, des affaires européennes et des partis politiques. Son principal ouvrage est un livre de référence dans le domaine du risque pays, *Managing Country Risk in an Age of Globalization*, publié par Springer International Edition et co-écrit avec le professeur M.H. Bouchet et C. Fishkin.

CO-AUTEURS

Thomas Deconstanza est diplômé de SKEMA Business School (majeure en management de projet) et titulaire d'un doctorat en langue et littérature slave au sein de l'Université de Lille. Il est aujourd'hui Country Manager Espagne & Portugal pour Cerland à Barcelone, après avoir travaillé pour différents groupes industriels en Russie, Ukraine et France.

Sean Scull, Chargé de projets think tank, est Doctorant en science de l'information et de la communication à l'université Paul Valéry-Montpellier III. Il est diplômé en sciences politiques avec une spécialisation en relations internationales de l'université de Göteborg et d'un Master en politiques internationales avec une spécialisation en politique anglophone de l'université de Toulon. Sean a vécu et travaillé en Suède et aux États-Unis d'Amérique.

Grégoire Kraoul-Riera est étudiant du *Master in International Governance and Diplomacy* de Sciences Po Paris. Diplômé du Programme Grande École de SKEMA Business School et d'un Master en Droit des Affaires, mention Droit européen et Nouvelles Économies (Université du Littoral-Côte d'Opale), il a consacré son mémoire de recherche à la régulation des industries numériques dans l'Union européenne, un travail à l'intersection du droit, de l'économie industrielle et de la gouvernance internationale. À l'issue de son Master à Sciences Po, il souhaite rejoindre les organisations internationales afin de contribuer au dialogue multilatéral et à l'édification d'une gouvernance mondiale des nouvelles technologies.

ENDORSEMENT



Christophe Parisot est diplômé d'HEC Paris et titulaire d'un DESS de l'Institut d'études ibériques et latino-américaines (Sorbonne Université). Spécialiste de l'analyse du secteur public et du risque souverain, il a été Managing Director, Head of EMEA Public Finance chez Fitch Ratings, après avoir exercé des fonctions similaires chez Standard and Poor's, pour la France et la péninsule ibérique. Fort d'une expérience dans l'analyse du risque de crédit et du risque pays au sein du secteur bancaire (Dexia, Natixis), il dirige depuis 2022 un cabinet de conseil indépendant consacré aux risques de solvabilité et extra-financiers des émetteurs obligataires. Il enseigne également l'analyse des risques et la finance durable dans plusieurs écoles de management en France.

J'ai longtemps appris, dans l'analyse du risque souverain, à me méfier des catégories trop simples. Elles rassurent, mais elles expliquent rarement. Dire qu'un pays est « développé » ou « en développement » revient souvent à figer une réalité mouvante, alors même que la solidité d'un modèle se révèle surtout dans la durée, sous contrainte, face aux chocs domestiques et extérieurs.

C'est pourquoi le rapport SKEMA Publika *Mesurer le développement au XXI^e siècle* écrit par une équipe pluridisciplinaire menée par Amaury Goguel, me paraît particulièrement utile et original. Il ne se contente pas de critiquer les limites du PIB, du revenu par habitant ou des classifications internationales. Il propose aussi une autre manière de regarder le développement : non comme un statut, mais comme une capacité de résilience. C'est, à mes yeux, l'un des apports les plus féconds du rapport. Une économie développée n'est pas seulement une économie riche ; c'est une économie capable de financer ses choix, de préserver sa stabilité, de maintenir l'accès aux marchés, d'investir dans sa base productive, de répartir de manière équilibrée les fruits de sa croissance et d'absorber les ruptures sans désorganisation systémique.

L'approche retenue, méthodique, multifactorielle et comparative, éclaire ainsi les différences profondes entre les États-Unis, la France et la Chine. Le rapport précise que les premiers bénéficient d'une centralité financière exceptionnelle ; la deuxième illustre une maturité institutionnelle et sociale stabilisatrice ; la troisième combine puissance industrielle, pilotage étatique du capital et maturation financière encore inachevée. La singularité de l'étude intègre le fait qu'aucune trajectoire n'est parfaite dans l'absolu et que toutes reposent sur des arbitrages.

Encela, le rapport innove et propose un contraste avec les approches essentiellement quantitatives de l'analyse du risque pays : il met l'accent sur la dynamique du temps et réintroduit la cohérence interne et la vulnérabilité dans la mesure du développement. Pour les décideurs publics, les investisseurs, les analystes et les étudiants, cette grille offre bien plus qu'un classement. Elle fournit une méthode pour comprendre comment les nations tiennent, s'adaptent et, parfois, se transforment, dans un monde incertain.

POURQUOI CETTE ÉTUDE ?

Ce rapport a pour vocation de repenser la notion de « pays en développement » en se focalisant sur la dimension économique. En effet, nous pensons que la catégorie juridique de « pays en développement » ne correspond plus nécessairement à la réalité économique des États qui s'en réclament ou qui la contestent. Les classifications binaires opposant pays développés et pays en développement sont devenues largement obsolètes, dans la mesure où l'économie mondiale est désormais structurée par des puissances hybrides.

Nous proposons une lecture structurée du degré de développement fondée sur un ensemble articulé de critères. L'objectif est d'évaluer la maturité et la résilience comparées des trajectoires nationales entre trois économies majeures, la Chine, les États-Unis d'Amérique et la France. Il s'agit d'évaluer la capacité de ces économies à produire, financer, stabiliser et complexifier leur appareil productif à partir d'un ensemble cohérent de dix critères macro-économiques, financiers et commerciaux. Dans ce contexte, la question n'est plus seulement de savoir quel statut un État revendique, mais **ce que signifie encore être un pays développé ou en développement dans un ordre économique mondial en recomposition.**

L'analyse conduite dans ce rapport se concentre, dans un premier volume, sur la dimension économique du développement. Il s'agit d'évaluer la capacité de ces économies à produire, financer, stabiliser et complexifier leur appareil productif à partir d'un ensemble cohérent de dix critères macro-économiques, financiers et commerciaux. Cette dimension constitue le socle analytique de l'indice proposé, avant d'être complétée, dans des travaux ultérieurs, par les dimensions humaine, institutionnelle, technologique et stratégique et environnementale.

Cette démarche s'inscrit dans le prolongement de travaux antérieurs ayant interrogé la pertinence des classifications traditionnelles, notamment la note SKEMA Publika de Thomas Deconstanza consacrée au statut de la Chine au sein de l'OMC¹ ou les recherches d'Amaury Goguel sur les limites des modèles quantitatifs de gestion du risque souverain². Elle en prolonge l'intuition centrale qui estime que les catégories juridiques ou les indicateurs isolés ne suffisent plus à qualifier le degré réel de développement.

Il s'agira, après avoir exposé les fondements conceptuels et méthodologiques de l'indice plurifactoriel retenu, d'appliquer cette grille d'analyse aux trois pays étudiés et d'en tirer un score, avant d'en conclure sur les apports théoriques révélés par cette nouvelle approche.

¹ DECONSTANZA (T.), *Le statut de pays en développement de la Chine : un anachronisme en 2025 ?*, SKEMA Publika, juil. 2025, <https://publika.skema.edu/fr/le-statut-de-pays-en-developpement-de-la-chine-un-anachronisme-en-2025/>.

² BOUCHET (M.-H.) & GOGUEL (A.), « The shortcomings of models in country risk management », *Journal of Risk Management in Financial Institutions*, Henry Stewart Publications, vol. 12, n° 2, mars 2019, pp. 125-144, <https://ideas.repec.org/a/aza/rmfi00/y2019v12i2p125-144.html>.

LES POINTS CLEFS

A. CONSTRUIRE UN INDICE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La construction d'un indice de développement économique comparatif suppose de dépasser les indicateurs isolés. Ni le produit intérieur brut, ni le taux de croissance, ni même l'indice de développement humain ne suffisent à saisir la complexité des trajectoires contemporaines. Le développement économique ne se réduit ni au niveau de richesse, ni à la seule performance conjoncturelle. Il renvoie à une capacité structurelle de produire, innover, financer, stabiliser, résister aux chocs et convertir la croissance en amélioration durable des conditions de vie.

Dans cette perspective, le développement est appréhendé comme un **faisceau cohérent d'indicateurs complémentaires**, couvrant :

- le niveau de vie,
- la stabilité macro-économique,
- la capacité productive,
- la solidité financière externe,
- la sophistication structurelle.

Aucun indice pris isolément ne permet de qualifier le degré réel de développement. La sélection des dix critères de la dimension économique du développement repose sur l'hypothèse que le développement économique avancé se manifeste à l'intersection de trois dimensions complémentaires : le niveau atteint, la qualité de la structure productive et la capacité de résilience systémique. Les critères ainsi retenus ne sont pas simplement juxtaposés mais visent à couvrir ces trois registres.

L'agrégation des critères repose sur une pondération explicite assumant que tous les indicateurs ne présentent pas la même portée structurante. Une hiérarchie qualitative (faible, modérée, forte ou très forte) est attribuée à chaque critère selon sa capacité à discriminer durablement entre économies avancées et économies en transition.

B. SYNTHÈSE DES SCORES ET INDICE GLOBAL

Critère	Pondération du critère (/5)	Chine	États-Unis	France
Niveau de vie et d'efficacité socio-économique (/10)	4	6	8,5	7,5
Niveau général des prix (/10)	1	6,5	7	8
Dynamique de croissance (/10)	2	8	7,5	6
Efficacité productive (/10)	3	7,5	8,5	6,5
Équilibres externes (/10)	2	6,5	5	7,5
Crédibilité financière (/10)	4	7	9	8,5
Soutenabilité de la dette (/10)	3	6,5	7	6
Accès aux financements internationaux (/10)	4	6	9,5	8,5
Puissance commerciale et monétaire (/10)	2	8,5	9	7,5
Sophistication économique (/10)	5	8,5	9	8
Score de développement économique (/10)	30	7,10	8,32	7,52

Tableau récapitulatif du score de développement économique.

C. CE QUE RÉVÈLE L'INDICE : TYPOLOGIES, TENSIONS ET TRAJECTOIRES

1. Les États-Unis : une économie avancée de type « frontière »

Les résultats de notre indice confirment que les États-Unis occupent une position singulière dans la hiérarchie contemporaine du développement économique. Ils se distinguent par un niveau de richesse élevé et la taille importante de leur économie mais ils disposent également d'une capacité à se situer à la frontière technologique, financière et organisationnelle du système international.

Le qualificatif d'« économie frontière » renvoie ici à un stade de développement où la croissance procède plus principalement de la création que du rattrapage ou de l'imitation. Les États-Unis concentrent une part déterminante des innovations de rupture dans les domaines de l'intelligence artificielle, des biotechnologies, de l'informatique quantique, des plateformes numériques et de la finance. Leur productivité horaire demeure parmi les plus élevées au monde et leur capacité à transformer l'innovation en valeur économique repose sur un

écosystème articulant universités, capital-risque, marchés financiers et firmes transnationales.

Cette position frontière se reflète dans plusieurs dimensions de notre indice. Les États-Unis dominent les critères relatifs à la crédibilité financière, à l'accès aux financements internationaux, à la puissance commerciale et surtout monétaire, ainsi qu'à la sophistication structurelle. Le rôle international du dollar leur confère un avantage systémique unique. Ils ont la capacité de financer durablement des déficits externes et budgétaires à des conditions favorables. Ce « privilège exorbitant » constitue un multiplicateur de puissance économique et géopolitique, en leur permettant d'absorber des déséquilibres qui seraient insoutenables pour d'autres économies.

Cependant, le modèle frontière n'est pas exempt de tensions internes. Les États-Unis combinent un niveau de dette publique élevé, des déficits courants persistants et une dépendance structurelle à la consommation des ménages. L'importance de leurs marchés financiers et la centralité du dollar rendent ces déséquilibres soutenables à court et moyen terme, mais ils créent une vulnérabilité potentielle en cas d'érosion de la confiance monétaire ou de fragmentation financière internationale. Par ailleurs, la polarisation sociale, les inégalités de revenus et le coût élevé des services essentiels, notamment de santé, pèsent sur la cohésion interne et peuvent limiter la diffusion des gains de productivité à l'ensemble de la population.

L'économie frontière américaine se caractérise donc par une tension permanente entre dynamisme innovant et fragilités distributives. Elle maximise l'efficacité et la capacité d'innovation, quitte à accepter des déséquilibres budgétaires et sociaux plus marqués. Cette configuration correspond à un arbitrage structurel en faveur de la performance et de la centralité systémique.

Les États-Unis apparaissent donc comme la référence contemporaine du développement avancé « systémique ». Leur économie est capable de produire et d'innover, tout en imposant les règles financières et monétaires de l'économie internationale. Le leadership américain semble moins reposer sur l'absence de fragilités que sur leur capacité à les absorber sans remise en cause immédiate de leur centralité.

2. La France : une économie avancée « mature »

À la différence du modèle américain, la France incarne une forme de développement que l'on peut qualifier de « mature ». Cette qualification ne renvoie ni à un déclin, ni à une stagnation mécanique, mais à un stade d'aboutissement institutionnel et social où la priorité est l'optimisation d'un équilibre économique et social déjà élevé plutôt que l'expansion rapide ou la rupture technologique permanente.

La France se situe clairement dans le groupe des économies développées à haut niveau de vie. Son PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat demeure élevé et, surtout, sa capacité à convertir la richesse en bien-être social se traduit par un indice de développement humain

très élevé. Cette transformation relativement homogène de la richesse en santé, en éducation et en protection sociale constitue l'un des marqueurs distinctifs de son modèle.

Le caractère « mature » de l'économie française se manifeste également dans la structure de sa croissance. Celle-ci est plus modérée que dans les économies en rattrapage et moins portée par des ruptures technologiques massives que dans le cas américain. La base productive demeure sophistiquée, avec des pôles d'excellence clairement identifiés (aéronautique, luxe, pharmacie, énergie, services à haute valeur ajoutée) mais la montée en gamme repose davantage sur la consolidation de segments existants que sur la création de nouveaux secteurs dominants à l'échelle mondiale.

Sur le plan financier et institutionnel, la France bénéficie d'une forte crédibilité externe, adossée à son appartenance à la zone euro. L'accès aux financements internationaux est stable, les flux financiers sont transparents et la solidité institutionnelle est élevée. Toutefois, cette robustesse est en partie mutualisée au niveau européen. L'autonomie monétaire est indirecte et la capacité d'ajustement repose largement sur un cadre collectif. La puissance financière française est donc réelle, mais moins autonome que celle des États-Unis, car intégrée à l'UE.

Les limites du modèle apparaissent principalement sur deux fronts. D'une part, la dynamique de productivité reste modérée et la croissance potentielle est contrainte par des rigidités structurelles, une démographie moins favorable et une base industrielle relativement plus étroite que celle des grandes puissances manufacturières. D'autre part, la dette publique élevée réduit progressivement les marges de manœuvre budgétaires, même si la soutenabilité demeure assurée à court et moyen terme.

L'économie française se caractérise ainsi par un arbitrage structurel en faveur de l'inclusion et de la stabilité. Le modèle privilégie la cohésion sociale et la qualité de vie, au prix d'un dynamisme productif plus mesuré et d'une centralité internationale moins affirmée. Il s'agit d'un développement économique stabilisé, institutionnellement robuste, mais dont la capacité à maintenir sa position relative dépendra de sa faculté à réarticuler compétitivité industrielle, innovation technologique et soutenabilité budgétaire.

La France représente une forme avancée et stabilisée du développement économique. Son modèle est mature, équilibré et résilient, mais confronté au défi permanent de renouveler ses moteurs de croissance sans remettre en cause son modèle social.

3. La Chine : une économie avancée hybride et systémique

La Chine occupe une position singulière dans la typologie issue de notre indice. Elle ne correspond ni au modèle classique d'économie émergente, ni à celui d'économie avancée pleinement post-industrielle. Elle se situe dans une configuration intermédiaire que l'on peut qualifier d'économie avancée hybride et systémique. Hybride, car elle combine des caractéristiques propres aux économies développées et des traits encore associés aux

économies en transition. Systémique, car son poids productif, commercial et financier est désormais tel que ses déséquilibres internes produisent des effets globaux.

Sur le plan productif, la Chine a franchi un seuil décisif. Son indice de complexité économique est aujourd'hui comparable à celui des grandes puissances industrielles. Sa base manufacturière est l'une des plus diversifiées au monde, couvrant l'ensemble du spectre industriel, des biens d'équipement aux technologies vertes. Elle s'est imposée comme un acteur central des chaînes de valeur mondiales, notamment dans les secteurs stratégiques tels que les batteries, les équipements électriques, les infrastructures ferroviaires ou certaines technologies numériques. Cette montée en gamme industrielle confère à la Chine un profil d'économie « frontière partielle ». Elle est à la pointe sur certains segments technologiques, tout en restant dépendante, sur d'autres, des standards et des infrastructures définis ailleurs. L'innovation y est massive en volume, mais encore inégalement diffusée et territorialement concentrée.

Cependant, cette puissance productive coexiste avec un niveau de vie encore intermédiaire. Le PIB par habitant demeure nettement inférieur à celui des économies occidentales. L'écart entre la sophistication industrielle et la richesse moyenne par habitant constitue l'un des paradoxes centraux du modèle chinois. Il traduit un développement inégal, où la densité technologique ne s'est pas encore pleinement convertie en niveau de vie homogène. Les fragilités apparaissent également sur le plan financier et démographique. La dette totale non financière est élevée et concentrée dans certains segments, notamment l'immobilier et les collectivités locales. Si la dette est majoritairement interne et libellée en monnaie nationale, ce qui limite le risque de crise externe classique, elle pèse néanmoins sur l'efficacité de l'allocation du capital et sur la dynamique future de productivité. Par ailleurs, le ralentissement démographique constitue un vent contraire structurel, réduisant mécaniquement le potentiel de croissance à long terme.

Sur le plan monétaire et financier international, la Chine demeure dans une position intermédiaire. Elle dispose de réserves de change considérables et d'une capacité d'intervention importante. Toutefois, sa monnaie n'a pas encore acquis un statut international comparable à celui du dollar ou même de l'euro. L'accès aux financements internationaux est réel, mais il n'est pas de nature refuge. En période de stress global, les flux tendent à se replier plutôt qu'à affluer spontanément.

La Chine incarne ainsi une économie avancée en transition. Elle a dépassé le stade de l'émergence classique par la densité et la diversification de sa structure productive. Mais elle n'a pas encore atteint le degré de maturité institutionnelle, financière et sociale des économies pleinement développées. Son modèle repose sur un équilibre délicat entre puissance industrielle, contrôle étatique et recherche progressive d'un élargissement de la consommation intérieure.

La Chine représente une forme contemporaine inédite de développement. C'est une grande puissance industrielle à maturité incomplète, dotée d'une capacité systémique majeure, mais encore engagée dans un processus de transformation interne dont l'issue

dépendra de sa faculté à résoudre simultanément ses tensions financières, démographiques et sociales sans affaiblir son socle productif.

D. LA CONVERGENCE DES TENSIONS ET L'HYBRIDATION DES MODÈLES

Le triangle des incompatibilités décrit des arbitrages structurels relativement stables. Or, depuis le début des années 2020, ces équilibres nationaux sont soumis à une pression croissante. Les modèles de développement ne se déplacent plus uniquement par choix politique interne, mais sous l'effet d'une **convergence de tensions exogènes** qui tend à réduire l'espace des arbitrages possibles. Il ne s'agit plus seulement d'un trilemme théorique, mais d'un environnement systémique dans lequel les contraintes climatiques, technologiques, géopolitiques et démographiques interagissent et se renforcent mutuellement.

1. Climat, technologie et géopolitique : des contraintes cumulatives

D'une part, la transition énergétique impose simultanément planification publique, mobilisation massive de capitaux privés et acceptabilité sociale. La décarbonation exige des investissements publics stratégiques (souveraineté), une innovation rapide (efficacité) et une compensation des coûts pour les ménages (inclusion). Aucun sommet du triangle ne suffit isolément à résoudre l'équation climatique.

D'autre part, l'intelligence artificielle, la robotisation et les technologies duales modifient profondément les gains de productivité potentiels. Elles exigent un écosystème entrepreneurial performant (efficacité), une maîtrise stratégique des infrastructures critiques (souveraineté) et une gestion des effets distributifs (inclusion). La course technologique entre grandes puissances rend impossible un modèle purement libéral ou purement administré.

Enfin, la fragmentation des chaînes de valeur, les sanctions croisées et la sécurisation des approvisionnements stratégiques conduisent à un retour de l'État stratège. La mondialisation intégrale recule au profit d'une mondialisation sélective. Cette reconfiguration impose de combiner protection, compétitivité et cohésion interne.

Ces tensions se superposent et leur simultanéité crée un effet multiplicateur sur les fragilités structurelles des économies. Dès lors, une crise immobilière peut devenir une crise financière, puis une crise politique ou une guerre commerciale peut amplifier une vulnérabilité démographique. La notion de « polycrise » rend compte de cette dynamique d'interdépendance.

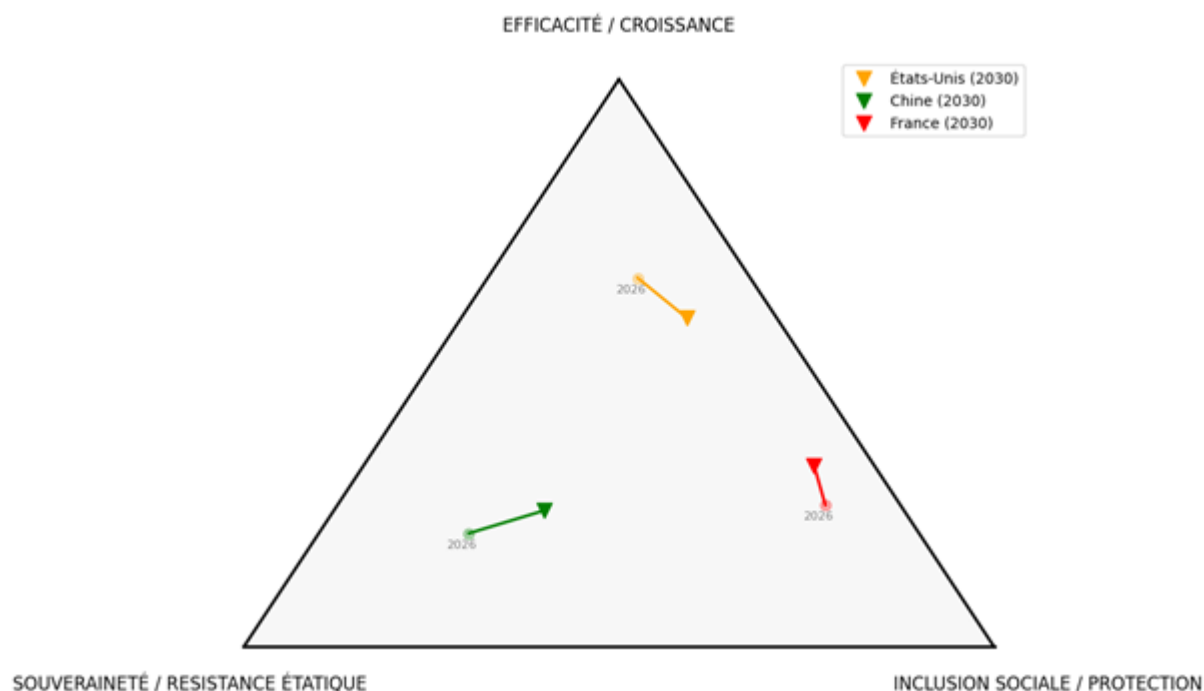
2. Vers une convergence contrainte des trajectoires de développement

Sous l'effet de cette convergence des tensions, les modèles nationaux tendent à se déplacer vers une zone plus centrale du triangle.

Les États-Unis, historiquement positionnés du côté de l'efficacité, réintroduisent des éléments de souveraineté économique via des politiques industrielles, des restrictions à

l'exportation de technologies critiques ou des subventions stratégiques. L'objectif est de sécuriser la base productive sans renoncer au leadership technologique.

La Chine, ancrée dans la souveraineté, cherche à élargir la base sociale de son modèle par la « prospérité commune » et par une tentative de rééquilibrage vers la consommation intérieure. L'enjeu est de stabiliser le socle social sans affaiblir la dynamique productive. La France, fortement positionnée sur l'inclusion, tente d'accroître sa compétitivité et sa capacité industrielle dans un contexte budgétaire contraint. L'enjeu est de renforcer l'efficacité sans éroder la cohésion sociale.



Dynamique d'évolution du triangle des incompatibilités (2020-2035).

La convergence des modèles ne signifie pas l'uniformisation des modèles. Elle traduit plutôt une adaptation stratégique où chaque pays cherche à intégrer partiellement les forces de ses concurrents sans abandonner son identité fondamentale.

3. L'horizon 2030 : hybridation ou instabilité ?

Ainsi, à l'horizon 2030-2035, trois forces majeures devraient accentuer cette dynamique. Premièrement, le « mur climatique » impose de penser la planification, l'innovation et l'acceptabilité sociale en même temps. Deuxièmement, le souci de sécurité économique contraint même les économies les plus libérales à renforcer leurs instruments souverains. Enfin, la pression politique nationale croissante (inégalités, populisme, démographie) oblige à ne pas délaissier le pilier social des politiques publiques.

La zone centrale du triangle devient donc un espace stratégique de résilience qui s'exprime dans une forme de compromis permanent afin de minimiser le risque de rupture systémique. Le passage d'une pratique cherchant à maximiser un sommet du triangle à la recherche d'un équilibre est un changement significatif pour les économies, qui n'est pas sans

risque. En effet, en cherchant à renforcer simultanément efficacité, souveraineté et inclusion, les États peuvent accroître la complexité institutionnelle, diluer les responsabilités budgétaires et réduire la lisibilité stratégique. La résilience suppose une coordination fine des politiques publiques et une capacité d'arbitrage rapide.

Dans ce contexte, il semble que l'analyse classique du développement économique comme une trajectoire linéaire vers un état final théorique devient obsolète. Le développement économique devient un processus d'ajustement continu qui connaît des contraintes multiples. Les modèles les plus performants sont donc ceux qui parviendront à maintenir un équilibre dynamique entre productivité, stabilité financière et cohésion sociale.

skema
THINK TANK

PUBLIKA

SKEMA Publika

SKEMA Business School, Campus Grand Paris
5 Quai Marcel Dassault - CS 90067
92156 Suresnes Cedex, France

Tél. : +33.1.71.13.39.32
Courriel : publika@skema.edu
Site Internet : www.publika.skema.edu